



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Cahier des clauses techniques particulières n° 2024-03 du 15 mai 2025

Marché public de propriété intellectuelle

Pouvoir adjudicateur contractant :

**L'Etat – Services du Premier ministre
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
51, bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Service bénéficiaire :

**Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
51, bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Objet du marché :

Marché de conception graphique de supports de communication destinés à l'impression, hors prestations graphiques numériques, au bénéfice du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)

SOMMAIRE

Article 1 -	Contexte du marché	3
Article 2 -	Objet du marché et allotissement	3
Article 3 -	Description des prestations	4
Article 4 -	Méthodologie	5
Article 5 -	Délais	5
Article 6 -	Livraison	6
Article 7 -	Droit d'utilisation et achat d'art.....	6
Article 8 -	Définition de certains vocables	7

Article 1 - Contexte du marché

Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) agit en appui de la prise de décision politique en assistant le premier ministre dans l'exercice de ses responsabilités en matière de défense et de sécurité nationale et en assurant le secrétariat des conseils de défense et de sécurité nationale que préside le chef de l'Etat.

Son champ d'intervention couvre l'ensemble des questions stratégiques de défense et de sécurité, dans le domaine de la programmation militaire, de la politique de dissuasion, de la sécurité intérieure concourant à la sécurité nationale, de la sécurité économique et énergétique, de la lutte contre le terrorisme et de la planification des réponses aux crises.

Pour mener à bien ses missions, le SGDSN s'appuie sur plusieurs directions et services à compétence nationales.

Ces derniers, intervenant dans des domaines qui leur sont spécifiques, ont besoin d'être clairement et rapidement identifiés dans leurs actions de communication, tant en interne qu'en externe du SGDSN.

Cette identification doit non seulement répondre aux caractéristiques spécifiques propres à chaque entité, mais également aux règles particulières applicables aux communications de l'Etat.

La présentation du SGDSN et de ses composantes est accessible via ces liens :

- [Accueil | SGDSN : https://www.sgdsn.gouv.fr](https://www.sgdsn.gouv.fr)
- [Composantes | SGDSN : https://www.sgdsn.gouv.fr/notre-organisation/composantes](https://www.sgdsn.gouv.fr/notre-organisation/composantes)

Article 2 - Objet du marché et allotissement

Ce marché qui a pour objet la conception de supports de communication ayant vocation à être imprimés, correspondant à la nomenclature CPV_79822500-7 « Service de conception graphique ».

Du fait de la nécessité de cohérence d'ensemble et de vision artistique globale des projets, les prestations objet de ce marché sont intrinsèquement liées et forment une unité fonctionnelle. Toute séparation de celles-ci en différents lots étant de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ainsi qu'à complexifier la conduite de projet, ce marché ne fait donc pas l'objet d'un allotissement conformément à l'article L. 2113-11 2° du code de la commande publique.

Ce marché ne comprend pas :

- Les prestations de reprographie ;
- La conception de supports numériques de communication (mise en page Internet, bannières de réseaux sociaux, etc.)

Les attendus sont d'une manière générale :

- 1) Le respect de la charte graphique de l'Etat et de la charte graphique spécifique à l'entité bénéficiaire, via la notification du bon de commande.

La charte graphique de l'Etat est disponible via ces liens Internet :

- [La marque de l'Etat : la charte graphique, les fondamentaux | Gouvernement.fr
https://www.gouvernement.fr/charte/charte-graphique-les-fondamentaux/introduction](https://www.gouvernement.fr/charte/charte-graphique-les-fondamentaux/introduction)

- [La marque de l'État : le système graphique | Gouvernement.fr](https://www.gouvernement.fr/charte/charte-graphique-les-fondamentaux/le-systeme-graphique)
<https://www.gouvernement.fr/charte/charte-graphique-les-fondamentaux/le-systeme-graphique>

Les chartes graphiques des entités du SGDSN seront fournies par les bénéficiaires lors de l'exécution du marché. A titre d'exemple, celle relative à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information est communiquée en annexe à ce marché sous la référence « AOO_24-03_Annexe 3, 3A et 3B_Charte graphique_ANSSI-BLOC ».

- 2) Une coordination des acteurs et des actions par le titulaire, ce qui implique :
 - a) Que le titulaire devra désigner dès notification du marché un interlocuteur unique pour le suivi et l'exécution du marché, ainsi qu'un suppléant, afin de garantir une continuité du service (permanence, unité et niveau constant de compétence et de disponibilité, de représentativité du titulaire) auprès de l'autre partie au marché, désigné ci-après comme le chef de projet pour piloter les prestations du marché ;
 - b) Que les prestations, prévues au présent marché, feront l'objet d'une présentation à distance ou en présentiel.

Article 3 - Description des prestations

Ce marché comprend la création, la conception, la composition de supports de communication ou l'adaptation de maquettes existantes pour une amélioration de celles-ci voire pour un renouvellement total ou partiel de ces maquettes, avec le suivi nécessaire pour la réalisation et l'aboutissement du projet dans le respect des dispositions de l'article 2 de ce document.

Pour cela, le titulaire doit être en mesure de maîtriser :

- L'application, la modification ou la création d'une identité visuelle originale et unique (*ensemble des éléments graphiques permettant d'identifier immédiatement une entité, un organisme national ou international, une société, etc.*), dans le respect des chartes mentionnées à l'article 2 de ce document ;
- La création d'infographies (*représentation visuelle de l'information à communiquer, de données combinant textes, images, graphiques, diagrammes, etc.*) ;
- La proposition d'iconographie *ad hoc* (*images correspondant exactement au thème du document – ATTENTION : ces images doivent être libre de tous droits y compris du droit moral de l'auteur*) ;
- La création d'illustrations en cohérence avec l'univers graphique et la mise en récit du projet ;
- La proposition d'une typographie idoine à chaque projet soumis (*manière dont les mots et le texte sont mis en forme et en utilisant des caractères spécifiques garantissant ainsi l'identité unique de l'organisme demandeur*), ainsi qu'une mise en page correspondante (*techniques de disposition d'un contenu dans un espace déterminé, garantissant encore et aussi l'identité unique de l'organisme demandeur*) quel que soit l'emplacement et/ou le type (couverture, ours, édito, chapitre, partie, mélange, illustration, texte, illustration-texte, colonne, infographie, index, glossaire, interview, bibliographie, etc.) ;
- L'exécution de la mise en page sous différents types de supports (affiche, rapport, guide, flyer, brochure, dépliant, plaquette à plusieurs volets, etc.), différents types de formats (A3, A4, A5, etc.). Pour ce point précis, les principaux supports et formats concernés sont listés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) joint aux documents de ce marché ; toutefois, cette liste n'est pas exhaustive et des commandes, hors BPU, pourront être demandées, sur la base de devis.

- La composition de maquettes (*ébauche d'une publication ou d'un produit qui vise à juger de son aspect final avant sa réalisation complète*) ;

Le titulaire doit pouvoir garantir une cohérence et une homogénéité des documents d'un même ensemble, tels que ceux liés à une action de communication ou à un évènement, pour tous les supports et formats concernés.

Il doit proposer au minimum 2 pistes créatives différenciantes de maquettage pour chaque nouvelle prestation, si cela est jugé nécessaire par le bénéficiaire.

En pratique, le titulaire doit, après notification par le bénéficiaire, composer une maquette consistant en une ébauche la plus proche possible du projet abouti et la communiquer au bénéficiaire pour commentaires et/ou modifications avant validation.

Le suivi de projet devra inclure : la coordination du projet, des réunions de suivi (avec déplacements si besoin), des sessions de corrections et de finalisation, la fourniture de l'intégralité des fichiers sources selon le logiciel utilisé, la préparation des fichiers.

Article 4 - Méthodologie

Le bénéficiaire s'engage à transmettre par courriel au titulaire, un brief, comprenant au moins les éléments suivants :

- l'objet de la demande ;
- le contexte et les objectifs ;
- les attentes et contraintes ;
- la nature de la demande
- le délai de livraison souhaité ;
- le format de fichier requis pour les livrables ;

Le titulaire transmettra, dans les délais prévus à l'article 5, une réponse qui :

- reprend les éléments du brief émis par le bénéficiaire ;
- précise le délai d'exécution proposé par le titulaire ou discuté avec le bénéficiaire pour les prestations demandées, dans le respect de l'article 5 du présent CCTP ;
- comprend un planning de réalisation avec les étapes clés du projet qui débutera à la date de notification ;
- précise les profils affectés à la réalisation de la prestation ;
- précise toutes les informations sur d'éventuelles modalités particulières d'exécution de la prestation ;

Un bon de commande sera émis par le bénéficiaire pour valider la prestation. Le bon de commande est notifié par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Article 5 - Délais

Les prestations sont susceptibles d'être réalisées toute l'année.

A réception de la demande de prestation, contenant les éléments nécessaires (article 4 de ce CCTP) à l'élaboration du projet souhaité par le bénéficiaire, le titulaire bénéficie d'un délai de 2 jours ouvrés maximum pour transmettre sa proposition financière ainsi que le délai d'exécution estimé, respectant la date de livraison souhaité par le bénéficiaire.

Les délais d'exécutions se comptent en jours ouvrés et comprennent les aller-retours. Les livrables définitifs doivent être livrés à la fin du délai, au plus tard.

La réception du brief initie le délai de réponse du titulaire.

La notification du bon de commande, par tout moyen permettant de donner date certaine de l'envoi, initie le délai contractuel d'exécution par le titulaire.

Article 6 - Livraison

Les créations ayant vocation à être diffusées sur des supports physiques, le titulaire devra s'assurer que les livrables rendus soient adaptés au support désigné par le destinataire et respectent les préconisations nécessaires à leur transposition sur le support souhaité (grammage, fond perdu, qualité des images, profil colorimétrique ...).

Le prestataire devra fournir ses maquettes et bon à tirer (BAT) dans un format convenu avec le bénéficiaire.

Une version numérique, adaptée à une diffusion dématérialisée devra être fournie en complément.

Le titulaire pourra être amené à se mettre en relation avec l'imprimeur retenu par le bénéficiaire, et inversement, en cas de besoin de précision technique ou tout ajustement nécessaire.

Article 7 - Droit d'utilisation et achat d'art

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI, sous réserve des dérogations suivantes :

1° il appartient au titulaire de garantir aux bénéficiaires de ce marché qu'ils disposent de l'intégralité des droits évoqués, y compris des droits moraux de l'auteur. En cas de manquement constaté et/ou de poursuites juridictionnelles y compris contre les bénéficiaires, le titulaire sera seul responsable : ce qui implique que si un versement pécuniaire était prononcé à l'encontre de l'Administration, en réparation d'un tel préjudice, il appartiendra au titulaire de rembourser en totalité ce ou ces montants.

2° au sujet des résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre des bénéficiaires : la cession doit comporter le droit de procéder à tous les dépôts ou réservations en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer, dupliquer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

3° de garantir aux bénéficiaires du marché la pleine et entière propriété des résultats ayant pour objet de promouvoir les bénéficiaires, leurs produits, leurs services et plus généralement leurs missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des logiciels et/ou images utilisés pour réaliser les livrables attendus au titre du présent marché soient libres de droit y compris des droits moraux de l'auteur.

En cas de manquement à ces engagements, constaté en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 3.5 du CCAP et/ou de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

En cas de recours juridictionnel contre l'Administration, dans les cinq (5) années après la fin de ce marché, l'Administration se réserve le droit de se retourner contre le titulaire qui lui devra alors remboursement de toutes les sommes demandées à l'Administration pour non-respect des dispositions susmentionnées. L'Administration se réserve également la possibilité d'exiger, en sus, la pénalité prévue à l'article 3.5.3 du CCAP (en cas de recours juridictionnel).

Article 8 - Définition de certains vocables

Cet article a pour objet de préciser et de définir certains vocables présents, entre autres, dans les bordereaux de prix unitaires.

1) Précisions sur les termes :

- a) **Une infographie** est destinée à une représentation visuelle de données (data visualisation), permettant de rendre facilement compréhensible et accessible au plus grand nombre un ensemble d'information. Elle peut prendre la forme d'un graphique (diagramme, tableau, etc.), d'une chronologie ou d'une cartographie.
 - a. **Une infographie est qualifiée de simple** lorsqu'il s'agit de représenter des données sous la forme d'un tableau, d'un graphique (histogramme, diagramme, courbes) ou d'agréger sur un même visuel jusqu'à 3 données.
 - b. **Une infographie est qualifiée de complexe** lorsqu'il s'agit de représenter des données sous la forme d'une chronologie, cartographie, ou d'agréger sur un même visuel 4 données ou plus.
- b) **Une illustration** est une représentation visuelle dont la fonction essentielle est d'imager, amplifier, compléter, décrire ou prolonger un texte, une idée, un propos ou un projet.
- c) **La création d'une charte graphique** doit contenir à minima les éléments suivants : règles d'application du logo et interdicts, couleurs, typographies, règles d'application du logo sur différents supports (papèterie et print, masque de présentation, signature mail, bannière, images de profil et vignette réseaux sociaux,
- d) **La mise au format d'un visuel** (illustration, couverture, affiche), ou **d'une brochure** correspond à l'adaptation d'un visuel existant ou d'une brochure de son format initial vers un autre format. Elle peut se faire vers un format homothétique ou non.

2) Précisions sur les biens qualifiés de « original » :

- a) **Est original** ce qui relève d'une création propre et d'une première création donc, il ne doit pas s'agir d'une copie, ni d'une réplique, ni d'un emprunt, ni d'une imitation ;
- b) **L'originalité demandée ne doit pas** nuire à l'image, ni à la bonne réputation des entités bénéficiaires.

Cette originalité implique le respect des dispositions de l'article 7 du CCTP concernant les droits d'utilisation et achat d'art, y compris des droits moraux de l'auteur.

3) Précisions sur les délais :

- a) **Les jours ouvrés** doivent s'entendre du lundi au vendredi ;
- b) **Les jours non ouvrés** doivent s'entendre comme tous les jours non compris comme jours ouvrés ; plus les jours fériés.

- c) **Les jours ouvrables** doivent s'entendre comme tous les jours de la semaine à l'exception du dimanche et des jours fériés.

4) Précisions sur les formats :

- a) Les formats indiqués au BPU sont basés pour la majorité sur les formats et dénominations standards (A0 à A5). Ces derniers pourront être amenés à varier légèrement selon d'éventuelles contraintes d'impression ou de format imposé. A titre d'exemple, il peut être demandé un format de 210x270mm au titre d'un format A4 (210x297mm) prévu au BPU, sans que cela ne soit considéré comme un achat « hors BPU ».